



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

territoires palestiniens

Question écrite n° 116134

Texte de la question

M. Jean-Pierre Dufau attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes, sur l'attitude des autorités grecques vis-à-vis de la flottille de la liberté 2 qui doit rallier la bande de Gaza afin d'apporter une aide humanitaire à ses habitants tout en protestant de façon non-violente contre le blocus de ce territoire par Israël. Les embarcations formant cette flottille auraient dû prendre le large le 28 juin. Or elles ont fait l'objet de nombreuses entraves administratives de la part du gouvernement grec qui est sujet à de fortes pressions. Par ailleurs, deux bateaux ont subi des sabotages et les organisateurs de la flottille ainsi que des personnalités qui ont joint leur voix à cette initiative ont été victimes de menaces et/ou de diffamations. L'interdiction qui est faite à cette flottille de progresser jusqu'à sa destination pose question quant au respect du principe de liberté de circulation de militants de la paix dont l'initiative est parfaitement respectueuse du droit international contrairement au blocus maintenu par Israël. Il le remercie donc de lui faire savoir comment le Gouvernement français entend réagir à ces événements et marquer son soutien à ce mouvement de solidarité vis-à-vis d'un mouvement à la fois humanitaire et pacifique.

Texte de la réponse

La position de la France sur le blocus de Gaza est claire et constante. Avec ses partenaires européens, la France appelle Israël à la levée de ce blocus. La diplomatie française se mobilise pour obtenir des avancées en ce sens, sans transiger pour autant sur les préoccupations sécuritaires légitimes d'Israël. Les autorités israéliennes doivent permettre l'acheminement de l'aide internationale à Gaza. Les projets de développement et de reconstruction menés par les Nations unies doivent être réalisés sans obstacle. En outre, les visiteurs étrangers doivent avoir accès aux territoires palestiniens. S'agissant des nouvelles initiatives de flottille cherchant à forcer le blocus de Gaza, la France a, dès le début et de façon constante, déconseillé à ses ressortissants d'y participer, eu égard aux risques sécuritaires encourus dans cette entreprise. Ces initiatives ne peuvent que renforcer les tensions dans le contexte actuel. Le secrétaire général des Nations Unies s'est exprimé en ce sens le 27 mai 2011 et a appelé les gouvernements à tout faire pour décourager de nouvelles flottilles. La France rappelle que l'aide humanitaire à destination de Gaza peut désormais transiter par voie terrestre ; il s'agit du moyen le plus efficace et le plus responsable de venir en aide à la population civile de Gaza. La France suivra avec attention le prompt acheminement de cette aide jusqu'à ses destinataires. C'est dans ce sens qu'ont agi les autorités grecques en interdisant le départ des bateaux à destination de Gaza. La France n'a pas de commentaires particuliers à formuler sur cette décision nationale, relevant de la souveraineté de la Grèce. La France a indiqué aux autorités israéliennes que si le bateau français Dignité Al-Karama venait à tenter de forcer le blocus et que les autorités israéliennes décidaient de le stopper, elle attendait d'elles qu'elles agissent avec responsabilité et mesure, en respectant les droits de nos ressortissants et en permettant leur prompt retour en France. Dès l'arraisonnement du bateau, l'ambassade de France à Tel-Aviv s'est mobilisée afin d'exercer la protection consulaire sur les ressortissants français. L'ambassadeur et son équipe sont demeurés en contact constant avec les autorités israéliennes. La consule générale à Tel-Aviv s'est immédiatement rendue, dès la nuit du 19 au 20 juillet, auprès de nos onze compatriotes à Holon, où ils étaient retenus après leur

transfert depuis le port d'Ashdod. Elle a pu constater que les ressortissants français avaient été bien traités, ayant bénéficié d'un rapide examen médical et reçu de la nourriture. Elle les a, en outre, renseignés sur les procédures, accélérant leur rapatriement, intervenu le 20 juillet, et permettant la prise en charge de leur billet par les autorités israéliennes. Parallèlement à ses démarches sur place, la France a informé en temps réel les familles de nos compatriotes et les organisateurs de la flottille. Il est également à noter qu'Oumeya Seddik, ressortissant tunisien présent sur le bateau, s'est vu offrir la protection consulaire française, la Tunisie n'ayant pas de consulat à Tel-Aviv.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Dufau](#)

Circonscription : Landes (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 116134

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 août 2011, page 8254

Réponse publiée le : 17 janvier 2012, page 471